



Réaliser le potentiel de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

Briefing de Bruxelles sur le développement n° 36

Bruxelles, le 4 avril 2014

Le 4 avril 2014, le CTA a organisé le 36^e Briefing de Bruxelles sur le développement sur le thème *Réaliser le potentiel de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique* dans le cadre d'une série de Briefings bimensuels consacrés aux questions liées au développement rural des pays ACP-UE. Plus de 200 participants ont analysé les opportunités que présente le développement agricole pour la transformation économique du continent africain.

Réaliser le potentiel de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

Le Briefing a examiné les développements et les réalisations clés de la transformation agricole en Afrique, dans le contexte de 2014 comme l'Année de l'UA de l'Agriculture. L'accent a été mis sur les partenariats fructueux qui ont répondu aux défis de l'agriculture en Afrique. Les orateurs ont souligné les questions qui devront être abordées à l'avenir, pour que l'agriculture puisse contribuer pleinement au progrès économique de l'Afrique.

Partenaires du Briefing :

- CTA
- Commission de l'Union africaine (CUA)
- Commission européenne (DG DEVCO)
- Secrétariat ACP
- Concord

Pour plus d'information sur les



Isolina Boto



Patricia Amira



S.E. Rhoda Peace Tumusiime

Le Briefing a été ouvert par **Isolina Boto, Manager du Bureau du CTA à Bruxelles et coordinatrice des Briefings**, qui a évoqué le contexte spécifique dans lequel le Briefing a eu lieu et a accueilli les participants. Premièrement, le Briefing a été organisé pour compléter le quatrième sommet Afrique-UE qui s'est tenu à Bruxelles les 2 et 3 avril 2014 et portait principalement sur le rôle crucial joué par l'agriculture en tant que moteur de transformation pour l'Afrique. Deuxièmement, le Briefing a également célébré le 30^e anniversaire du CTA. Mme Boto a présenté deux ministres de la Tanzanie, MM. Abdallah O. Kigoda, ministre de l'Industrie et du Commerce et Shukuru Kawambwa, ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle, ainsi que Mwinyi Haji Makame, de Zanzibar, qui ont assisté au Briefing.

Patricia Amira a occupé le rôle de maîtresse de cérémonie et de modératrice. Elle a présenté le thème du Briefing, à savoir l'importance de la coopération pour faire face aux défis rencontrés par l'Afrique et le rôle essentiel joué par

l'agriculture dans la transformation de l'Afrique.

Le discours d'ouverture a été prononcé par **S.E. Rhoda Peace Tumusiime, Commissaire à l'économie et à l'agriculture, Commission de l'Union Africaine**. Madame Rhoda Peace Tumusiime a commencé par remercier le CTA pour l'organisation du Briefing et leur partenariat avec la Commission de l'Union africaine. Elle a également parlé du profil de croissance de l'agriculture et des efforts accrus et coordonnés visant à favoriser la croissance inclusive et le développement durable. Elle a fait remarquer que cette manifestation avait lieu dans le contexte de la célébration par l'UA du 50^e anniversaire de la CUA/OUA qui partage le même programme, à savoir aider le continent africain à tirer les leçons du passé et à profiter des opportunités futures de progrès économique et social. L'intégration régionale est l'un des domaines prioritaires de ce programme, ainsi que l'objectif d'instaurer une communauté économique africaine d'ici à 2063. La transformation de



Roberto Ridolfi

L'Afrique est essentielle pour ce projet qui nécessite l'implication de l'agriculture, car il s'agit du secteur présentant le potentiel le plus important d'absorption de la demande générée par l'accroissement de la population africaine.

Le soutien de l'agriculture en Afrique se reflète dans le choix des chefs d'État africains de désigner 2014 comme l'Année de l'agriculture. Madame Tumusiine a invité l'ensemble des partenaires et des parties prenantes à saisir cette opportunité pour analyser les cadres politiques, les objectifs et les modalités de mise en œuvre pour la prochaine décennie et d'en faire leurs priorités. En Afrique, le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) a été adopté il y a déjà une dizaine d'années et Madame Tumusiine a affirmé qu'il était maintenant temps de décider ce qui devrait être accompli au cours des dix prochaines années dans le contexte de l'Agenda 2063. Il est fondamental de disposer d'un ordre du jour clair et axé sur les résultats pour faire avancer la transformation agricole vers une croissance inclusive. La Commissaire a donné des éclaircissements sur le cadre du PDDAA, faisant état des défis rencontrés par l'Afrique en ce qui concerne sa mise en œuvre. Elle a également réaffirmé que la transformation de l'agriculture était une priorité pour le développement industriel du continent.

En Afrique, l'agriculture emploie la main-d'œuvre la plus importante de tous les secteurs économiques et elle représente un tiers de son PIB. Elle a ensuite fortement insisté sur le potentiel de main-d'œuvre de l'agriculture et sur la nécessité de rendre le secteur attrayant pour les jeunes Africains, étant donné que 50 % de la population africaine a moins de 25 ans. Cependant, d'autres secteurs doivent également progresser avec l'agriculture pour que la transformation ait lieu.

Le potentiel d'investissement du secteur privé dans l'agriculture a également été évoqué, environ 60 % des terres africaines restant inexploitées. La CUA a collaboré avec le secteur privé sur des initiatives comme Grow Africa, avec Yara, et avec d'autres partenaires tels que le Forum économique mondial afin de combler l'écart dans la chaîne de valeur entre les petits agriculteurs et les autres acteurs.

Elle a également signalé les limitations financières, techniques et technologiques qui réduisent toutes la capacité des petits agriculteurs. Il est essentiel de prendre des mesures à l'encontre de ces limitations pour améliorer le rapport intrant/extrant. Les droits des femmes et l'accès à la terre font partie des initiatives mises au point par la CUA.

La Commissaire Tumusiine a souligné le rôle essentiel joué par le commerce intra-africain à l'échelon régional et continental. L'Afrique doit changer sa perception

des affaires et se pencher sur les facteurs clés, comme la science, les ressources, l'innovation, les institutions, les partenariats, afin de garantir une transformation durable de l'économie. Elle doit aussi veiller à ce que l'agriculture joue son rôle dans la croissance économique inclusive du continent.

Représentant la Commission européenne, **Roberto Ridolfi, Directeur Croissance durable et Développement, DG EuropAid**, a effectué un discours d'introduction de la part du Commissaire européen au développement, Andris Piebalgs. Il a félicité le CTA à l'occasion de son anniversaire et pour son excellent travail, a évoqué l'importance qu'occupe l'Afrique pour l'UE et a remercié la CUA pour sa coopération.

M. Ridolfi a souligné le rôle fondamental joué par l'agriculture dans la « renaissance de l'Afrique », vers une transformation et une croissance économique inclusive, stable et durable et l'a distinguée des autres secteurs comme l'industrie pétrolière. Par ailleurs, il a insisté sur la nécessité pour l'Afrique de s'industrialiser autour de regroupements agricoles en rapport avec l'avantage compétitif de chaque pays.

Les agriculteurs et les petits exploitants constituent un groupe varié de 500 millions d'individus et représentent 95 % de tous les exploitants agricoles. Il a également fait l'éloge des petites

Réaliser le potentiel de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique | POINTS FORTS



Achille Bassilekin



Michael Hailu

exploitantes, qui sont nombreuses à être impliquées dans les coopératives. L'UE aide les petits exploitants pratiquant l'agriculture commerciale au moyen des mesures sur l'accompagnement dans le secteur de la banane (MAB) et du sucre qui les aident à assurer leur compétitivité dans la chaîne de valeur. Elle veut également aider les petits exploitants pratiquant l'agriculture de subsistance à passer à l'agriculture commerciale, car ils sont fortement exposés aux risques exogènes, comme le changement climatique et les fluctuations du marché. La petite agriculture devant être rentable, l'approche de l'UE est d'aider les agriculteurs à répondre aux différentes normes, en créant de l'emploi rural et en encourageant la diversification.

La Facilité alimentaire, qui vise à renforcer la résilience alimentaire et la production agricole, est maintenant un axe essentiel de la coopération européenne, en réponse à la crise alimentaire de 2007 qui l'avait prise au dépourvu. Lors de la programmation du 11e FED, l'UE a constaté que 53 pays avaient sélectionné l'agriculture et le développement rural comme axe essentiel de coopération. En Afrique, seuls 19 pays avaient choisi ce secteur en 2007 et en 2013, ils étaient 32.

Pour conclure, Monsieur Ridolfi en a appelé à l'aide du secteur privé, qui, selon lui, a actuellement une perception exagérée du risque en Afrique. L'UE essaie de couvrir ce

risque en soutenant un fonds de participation pilote en Ouganda pour aider le financement de l'agriculture. Les fonds de pension, surtout les fonds de pension sociaux africains, sont essentiels pour apporter des fonds propres dans ce secteur et représentent l'approche financière la plus adaptée, car ce sont des investisseurs stables et à long terme. Le financement et l'investissement dans l'agriculture ont été l'un des principaux sujets de discussion de l'UE et de Monsieur Pielbalgs au cours du sommet Afrique-UE et des réunions connexes. Les fonds de pension sociaux africains devraient représenter les principaux bailleurs de fonds du PDDAA, a affirmé Monsieur Ridolfi, qui a également invité les directeurs de grandes multinationales à s'associer à l'UE pour apporter un financement en fonds propres à l'agriculture africaine.

L'UE joue également un rôle clé dans le financement et l'octroi de fonds et va mobiliser 8 milliards d'euros de subventions au cours des 7 prochaines années, en partie pour l'agriculture durable, les partenariats public-privé, pour protéger les personnes vulnérables et en situation précaire, pour aider les ONG et collaborer avec le secteur privé.

Le Secrétariat ACP était représenté par **Achille Bassilekin, Sous-Secrétaire général chargé du développement économique durable et du Commerce**. Il a remercié et félicité chaleureusement le CTA pour l'organisation des Briefings. Il a souligné que, pour

le continent africain, l'agriculture reste le secteur le plus important pour réussir la transformation économique et réduire la pauvreté. Les obstacles au financement, l'augmentation des coûts de l'énergie, le changement climatique, la technologie limitée, la recherche insuffisante et les prix élevés des intrants et des ressources représentent autant de préoccupations et de défis qui doivent être relevés pour que l'agriculture réalise son potentiel. Il a affirmé que l'agriculture devait être abordée comme n'importe quelle autre activité commerciale et gérée de façon durable.

La demande des consommateurs, les produits de valeur supérieure et des spécifications de sécurité plus élevées font que l'augmentation de la productivité, de la compétitivité des petits exploitants et leur participation à la chaîne de valeur mondiale sont maintenant des priorités. Le Programme tous ACP relatif aux produits de base agricoles (qui a démarré après la révision à mi-parcours du 10e FED) est la principale réponse des pays ACP à ces défis. Monsieur Bassilekin a terminé en mettant en exergue le rôle joué par les participants au Briefing dans l'orchestration de la transformation structurelle de l'Afrique par l'agriculture et a également félicité le CTA pour son 30^e anniversaire.

Le dernier discours introductif a été effectué par **Michael Hailu, Directeur du CTA**. Il a souligné le contexte

Réaliser le potentiel de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique | POINTS FORTS



S.E. Dr. Abdallah O. Kigoda

important dans lequel ce Briefing a eu lieu, étant donné que 2014 est l'année internationale de l'agriculture et que le continent africain abrite la plupart des économies enregistrant les taux de croissance les plus élevés dans le monde. Il a contesté le fait que pour beaucoup, l'agriculture reste un secteur sans intérêt, notamment pour les jeunes Africains. Des réformes et une modernisation doivent avoir lieu pour garantir la croissance de l'agriculture afin que les jeunes Africains puissent l'envisager comme premier choix professionnel, et non comme la solution de dernier recours. L'image de l'agriculture doit changer : elle ne doit plus être associée à un bas salaire, à un statut inférieur et à un travail fastidieux, mais être perçue comme rémunératrice, moderne et respectable.

L'agriculture africaine a réalisé des progrès impressionnants au cours des dix dernières années et les dépenses publiques dans ce secteur et dans le développement rural ont augmenté. Dans le contexte du processus du PDDAA, des avancées ont eu lieu pour mobiliser les ressources domestiques et internationales visant à soutenir les investissements dans l'agriculture par des moyens techniques et financiers.

Pour que l'agriculture puisse vraiment se transformer en Afrique, des investissements plus importants dans l'innovation et la recherche sont nécessaires. Ainsi, la croissance de l'agriculture sera davantage

imputable à la productivité qu'à l'expansion des terres. Les agriculteurs doivent également être intégrés aux chaînes de valeur, avoir accès aux financements, gérer les ressources naturelles de façon durable. En outre, l'environnement doit être propice à la croissance des petits exploitants avec le soutien d'institutions fortes.

Des marchés rentables sont essentiels pour encourager les agriculteurs à investir dans leur exploitation, notamment parce que les principaux investisseurs dans les fermes africaines sont les agriculteurs africains eux-mêmes. L'agriculture doit produire un revenu suffisant pour que la vie des petits exploitants s'améliore.

La demande de produits agricoles a connu une croissance importante et Monsieur Hailu a souligné que cela représentait une opportunité formidable pour les agriculteurs africains. Selon l'ONUAA, les investissements dans l'agriculture doivent augmenter de 50 % pour nourrir la population mondiale d'ici 2050. Afin que les agriculteurs puissent profiter de ce potentiel de croissance, les petits exploitants devraient être totalement connectés à la chaîne de valeur et adopter des approches pertinentes pour garantir la rentabilité et réduire les risques et les pertes. Dans ce cadre, le travail du CTA sur les chaînes de valeur se concentre sur la promotion d'associations multiacteurs et sur le renforcement

des capacités à différents niveaux de la CV. L'accès au financement est également un obstacle majeur pour les agriculteurs et les financements traditionnels sont peu durables et peu performants. Financer la chaîne de valeur pourrait résoudre certains des défis existants, notamment avec les nouvelles technologies telles que les paiements mobiles par M-Pesa, dont l'Afrique est un leader mondial. Des partenariats public-privé peuvent être mis en place et des arrangements gagnant-gagnant plus solides doivent être conclus entre les banques, les agriculteurs et les acheteurs. L'Afrique doit tirer les leçons de ses réussites et de ses échecs, ainsi que de la coopération sud-sud et des expériences des autres régions soutenues par le CTA en collaboration avec ses partenaires au moyen de plates-formes de partage de connaissances, du renforcement des capacités, de briefings politiques communs, d'études de cas et d'autres interventions.

Pour conclure son discours d'introduction, M. Hailu a qualifié le Briefing d'opportunité d'entendre les décideurs et les responsables politiques qui jouent un rôle dans l'agriculture africaine.

L'invité spécial du Briefing, **S.E. Dr. Abdallah O. Kigoda, ministre de l'Industrie et du Commerce, Tanzanie**, s'est exprimé au nom du président de la Tanzanie, S.E. Jakaya Mrisho Kikwete. Monsieur Kigoda a exposé les facteurs faisant

obstacle à la modernisation, à la transformation et à la croissance de l'agriculture en Afrique, notamment l'insuffisance des investissements et de l'innovation et la petite taille des marchés. Une fois encore, l'importance de l'agriculture pour les économies et la main-d'œuvre des pays africains a été soulignée.

Monsieur Kigoda a détaillé les principaux défis que rencontre l'agriculture africaine, comme sa faible productivité, due à son recours limité aux sciences et aux technologies, à sa dépendance à l'eau de pluie et à sa faible utilisation de semences, de pesticides et d'engrais à haut rendement. De plus, les difficultés spécifiques rencontrées par les agriculteurs ont été abordées, comme le manque de compétences et de connaissances concernant la production agricole moderne,

Par conséquent, les fermes sont petites et les rendements et revenus, faibles. Cela a un impact négatif sur la réduction de la pauvreté de ceux qui dépendent de l'agriculture et qui sont en situation de précarité alimentaire. Une des conséquences est la malnutrition, notamment chez les femmes enceintes et les enfants.

Les caractéristiques de l'agriculture en Tanzanie sont les mêmes que dans les autres pays d'Afrique, où elle est vitale pour l'économie et la culture. Monsieur Kigoda a présenté plusieurs chiffres : par exemple, 75 % des Tanzaniens vivent dans des zones rurales, où ils dépendent de l'agriculture pour leur subsistance.

Ceux qui vivent dans les zones urbaines dépendent également de l'agriculture pour leur bien-être. L'agriculture joue un rôle étendu et complexe dans l'économie, en apportant des denrées alimentaires, des matières premières pour l'industrie, des recettes en devise et des emplois. Elle compte pour 25 % du PIB, 34 % des recettes d'exportation, emploie 75 % de la population et fournit 95 % de ses besoins alimentaires.

Toute intervention en faveur de la transformation de l'agriculture doit se pencher sur les questions liées à la faible productivité et au manque de marchés fiables et les résoudre. Les investissements et l'innovation doivent être renforcés et garantir la disponibilité des marchés. L'irrigation est également une priorité de premier ordre, car il faut diminuer la prédominance de l'agriculture irriguée par la pluie, qui est imprévisible notamment à cause du changement climatique. Seuls 5 % des terres arables africaines sont irriguées, alors que l'Afrique dispose de ressources hydriques en abondance. Les sciences et technologies utilisées dans l'agriculture africaine doivent également progresser, notamment en ce qui concerne la mécanisation, afin d'améliorer la productivité.

Il faut résoudre un certain nombre de difficultés rencontrées par les agriculteurs africains, comme leur accès aux intrants agricoles modernes. Le manque d'instruments financiers fiables prive les agriculteurs

des crédits qui leur permettraient d'acquérir les biens nécessaires à la production agricole. En particulier, ces services financiers doivent être adaptés aux besoins des petits exploitants et leur être accessibles à un coût abordable pour couvrir leurs besoins de production. Enfin, l'éducation au moyen de services de vulgarisation devrait être une priorité, sans quoi les agriculteurs africains continueront d'utiliser des processus obsolètes et inadaptés. Il faudrait investir dans l'éducation et la formation pour augmenter l'offre de services de vulgarisation agricole existants en Afrique.

Son excellence Monsieur Kigoda a souligné que les marchés sont la voie majeure par laquelle les agriculteurs africains peuvent essayer de se développer, notamment parce que des marchés faciles d'accès et bien gérés permettraient aux agriculteurs d'obtenir des revenus plus élevés à partir de leurs récoltes. De plus, ces marchés les aideraient à sortir de la pauvreté. L'accès aux marchés nécessite également de bonnes infrastructures et des modes de transport ruraux performants, ce qui aurait également des répercussions sur les revenus des agriculteurs. À l'échelon rural, des politiques en faveur des pauvres visant à aider les plus vulnérables à s'adapter à cette transformation rapide sont nécessaires, notamment des interventions pour les petits exploitants, des études de marché et des informations sur le marché améliorées, un renforcement des organisations pour réaliser des



Ousmane Badiane

économies d'échelle, une meilleure commercialisation, etc. ainsi que des politiques s'adressant aux femmes et aux jeunes. L'éducation et les autres initiatives de formation sont particulièrement nécessaires pour les jeunes.

S.E. Monsieur Kigoda a invité les gouvernements africains à augmenter le financement de l'agriculture à 10 % du PIB conformément à la déclaration de Maputo, et à encourager fortement la participation du secteur privé dans l'agriculture. Des approches agricoles à valeur ajoutée et multisecteur soutenant l'agro-industrie et la diversification rurale constituent des domaines d'intervention. Tout ceci constitue une réponse essentielle à la nouvelle dynamique des perspectives économiques de l'Afrique pour les 10 prochaines années, avec une croissance rapide, une stabilité micro-économique, un meilleur climat d'investissement, une augmentation des prix internationaux des produits agricoles et l'expansion des opportunités de marché sur le continent africain.

Panel : La transformation de l'Afrique ne peut se faire sans l'agriculture

Pour **Ousmane Badiane, Directeur pour l'Afrique, IFPRI**, « la transformation de l'Afrique ne peut se faire sans l'agriculture ». Sa présentation a porté sur la structure

et la qualité de la croissance, ainsi que les perspectives pour les 15-20 prochaines années et les implications pour les relations commerciales présentes et futures de l'Afrique.

Non seulement l'Afrique a connu sa période de croissance économique continue la plus longue, mais cette croissance a été largement partagée sur tout le continent. Selon l'évaluation de M. Badiane, cela signifie que l'Afrique est sur la bonne voie. Il est nécessaire de comprendre et d'apprendre à partir de l'évolution positive de la croissance économique africaine et de son contexte. L'analyse montre que la croissance économique du continent se caractérise par « un retard du secteur agricole et un secteur des services démesuré ». En d'autres termes, l'agriculture n'a pas totalement atteint son potentiel et les relevés macroéconomiques de nombreux pays africains montrent que la part de l'agriculture dans l'économie atteint 10 %, 20 % et 30 %, ce qui est inférieur au niveau idéal pour une économie africaine saine. Cette situation est le résultat du retard pris par l'agriculture africaine entre les années 1960 et 1980, et qui doit être inversé. Par rapport aux autres pays en développement, le secteur agricole des économies africaines compte pour 20 % de moins et celui des services, pour 20 % de plus.

L'agriculture a perdu une grande partie de sa main-d'œuvre au profit du secteur des services, ce

qui a eu un effet particulièrement prononcé sur l'emploi des jeunes. Monsieur Badiane a affirmé qu'il devrait exister un équilibre visant non seulement à promouvoir l'agriculture en général, mais aussi à inclure des infrastructures modernes et les grands secteurs informels. Ainsi, les services d'artisanat protoindustriels présentent un potentiel pour les emplois de demain. L'agribusiness en particulier présente de fortes opportunités d'expansion par des biens sophistiqués de valeur plus élevée en raison de la transformation de la demande dans les centres urbains en développement, qui ne veulent plus de biens traditionnels, mais plutôt des produits transformés et de valeur plus élevée.

La perspective la plus positive pour l'agriculture vient du secteur urbain, qui devrait entraîner une croissance de la demande de produits alimentaires d'une valeur de plus de 100 milliards de dollars d'ici à 2030. Si les petits exploitants pouvaient participer à cette croissance, ils pourraient engranger 30 millions de dollars de revenus supplémentaires. Les tendances mondiales en matière de prix des denrées alimentaires vont continuer d'augmenter et les pays qui peuvent agir dans les secteurs compétitifs allant dans cette voie vont en sortir gagnants. Ceux qui vont échouer vont se trouver sous le coup d'une double menace : celle de devoir importer les aliments nécessaires à la consommation à des prix bien plus élevés et celle de perdre l'occasion de gagner de l'argent.



Abebe Haile Gabriel

En expliquant comment les pays africains et leurs partenaires peuvent profiter des opportunités pour l'agriculture sur le continent, Monsieur Badiane a avant tout tenu à souligner combien il est important de tirer les leçons des développements des 10-15 dernières années, notamment les réformes macroéconomiques, sectorielles et les réformes liées aux investissements et au secteur privé. Il faut renforcer la mémoire institutionnelle, qui implique le renforcement des capacités et la mise en rapport de données, d'analyses et de décisions avec les politiques d'évaluation et de suivi.

Monsieur Badiane a présenté le concept de « chaînon manquant » entre l'exploitation agricole et la vente au détail, qui devra lui aussi être renforcé. Il comprend maintenant un grand nombre de professions nouvelles dans la distribution ou le conditionnement, en plus de critères relatifs à la sécurité, à l'innovation concernant les produits, etc. Il faudrait en faire une priorité, car c'est ainsi que l'on accèdera à la croissance. Enfin, le développement des compétences et de l'emploi pour tous, le long de la chaîne de valeur de l'agribusiness, est indispensable, étant donné la forte demande de compétences concernant l'innovation et le sens des affaires.

Pour que la croissance de l'Afrique soit durable, il faut améliorer sa qualité. Pour ce faire, il faut faire en sorte que l'agriculture participe

pleinement à la croissance des économies en promouvant la production de biens sophistiqués de valeur supérieure, tout en s'assurant que le centre de la chaîne de valeur est renforcé et que les compétences sont mises à niveau sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

La présentation d'**Abebe Haile Gabriel, Directeur d'économie rurale et agriculture, Union africaine** était intitulée : « Catalyser les performances de l'agriculture du continent par des partenariats améliorés ». Le rôle du PDDAA en tant que système efficace permettant de catalyser et de canaliser les partenariats concernant l'agriculture en Afrique a été un des principaux éléments de cette présentation.

Monsieur Haile Gabriel a commencé par dissiper quelques mythes sur le PDDAA. Premièrement, il a rappelé que ce n'est pas un programme et qu'il ne fonctionne pas parallèlement avec d'autres programmes. Au contraire, c'est un cadre basé sur un ensemble de principes et de règles communes de participation. Le PDDAA a mené l'agriculture de l'Afrique aux avant-postes du programme de développement et a permis de surmonter l'indifférence vis-à-vis de l'agriculture qui existait auparavant. Une autre réussite du PDDAA a été de réaffirmer l'adhésion et le leadership africain afin de stimuler le programme de développement agricole du continent. Par conséquent, les objectifs et les engagements du PDDAA sont mieux compris et respectés.

Le niveau d'investissement dans le PDDAA par les pays d'Afrique est un indicateur fort du niveau d'adhésion, 40 pays ayant signé les pactes du PDDAA et 28 ayant mis au point des pactes nationaux sur l'agriculture et les investissements dans le cadre du processus du PDDAA. Le rôle du PDDAA, en sa qualité de plate-forme, est de mobiliser les investissements du secteur privé et d'encourager la planification et les examens fondés sur des preuves. Son système de suivi et d'évaluation a mené à la création d'un sens de la responsabilité mutuelle. En outre, des mécanismes crédibles visant à faciliter l'engagement dans des partenariats efficaces ont été mis en place, comme la plate-forme de partenariat du PDDAA, qui joue un rôle important dans l'alignement des politiques.

Depuis 2003, l'augmentation des ressources publiques allouées par les gouvernements africains dans le secteur de l'agriculture a dépassé 7 % par an, ce qui représente en fait un doublement des dépenses publiques dans l'agriculture depuis le lancement du PDDAA. Au cours de la même période, la croissance annuelle de l'agriculture dans le PIB atteignait en moyenne 4 %, ce qui est bien supérieur aux chiffres des décennies précédentes.

Aujourd'hui, alors que le PDDAA atteint l'étape des dix ans de fonctionnement, la principale priorité devrait être de maintenir cet élan, de faire le point sur les leçons apprises et d'élaborer des stratégies

Réaliser le potentiel de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique | POINTS FORTS



Paulus Verschuren



Joergen Ole Haslestad

concernant la marche à suivre. Cela établit un lien avec le choix de 2014 par l'UA comme année de l'agriculture, sous le thème de la transformation et de la prospérité partagée et de cinq éléments : la transformation pour une production et une productivité améliorées ; des marchés qui fonctionnent et des capacités commerciales (transformation de produits) ; la fin de la malnutrition et de la faim d'ici à 2025 ; le renforcement de la résilience et de la gestion des risques ; et la promotion des sources d'investissement. Monsieur Haile Gabriel a conclu en affirmant qu'il est possible de parvenir à des objectifs communs et à des partenariats améliorés en mettant en place des programmes et une coordination alignés au moyen de systèmes nationaux et d'une politique de responsabilité.

Paulus Verschuren, Envoyé spécial, Sécurité alimentaire & Nutrition, Pays-Bas, a effectué une présentation sur le thème « Zéro faim, Zéro malnutrition : qu'est-ce que cela implique ? », affirmant que s'il est nécessaire de faire de l'agriculture le catalyseur de la croissance économique, il faut également combattre la faim et la malnutrition pour que l'Afrique puisse avancer. Il a présenté certains des travaux menés actuellement par le gouvernement néerlandais avec des parties prenantes en Afrique dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La présentation de Monsieur Verschuren se basait

sur la brochure du gouvernement néerlandais, intitulé « zéro faim, zéro malnutrition » qui présente onze exemples d'initiatives soutenues par le gouvernement néerlandais dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et de la santé. Il a justifié la nécessité de s'attaquer aux problèmes de la faim et de la malnutrition par le fait que, puisque la malnutrition est due à la pauvreté, les perspectives des enfants d'Afrique sont inextricablement liées à leur nutrition. La faim et la malnutrition empêchent le développement et la prospérité. En d'autres termes, la nutrition est un élément clé du débat sur l'agriculture et l'alimentation et devrait faire partie du programme de développement post-2015.

Monsieur Verschuren a affirmé que la communauté internationale doit éradiquer la faim et la malnutrition *maintenant*, et qu'il faut établir les bases permettant de nourrir la population croissante de demain. C'est aux gouvernements africains qu'il incombe de trouver des solutions à ces défis et d'intégrer l'agriculture, la santé, la nourriture et la nutrition. Les consommateurs jouent également un rôle important et leurs besoins doivent être intégrés à la réponse donnée à la faim et à la nutrition. Les gouvernements et les autres intervenants doivent écouter les consommateurs et respecter leurs aspirations et leurs solutions. Les partenariats sont essentiels pour résoudre le problème de la faim et de la malnutrition ; le gouvernement, la société civile, le secteur privé et

les autres institutions ont tous un rôle à jouer.

Le Schokland Fund fait partie des premiers instruments de partenariat auxquels le gouvernement des Pays-Bas participe depuis 2005, et Monsieur Verschuren a informé les participants que dans ce contexte, les partenaires doivent apprendre les uns des autres et établir des objectifs communs. Un autre programme, l'Initiative d'Amsterdam contre la malnutrition, a mis deux ans avant d'obtenir des résultats. Les Pays-Bas ont également adopté le modèle de « jumelage », qui complète les ressources économiques avec des fonds publics pour atteindre des objectifs collectifs. Le partenariat implique également de redéfinir le statut de « donateur », qu'il n'évoque plus une relation inégalitaire, mais plutôt un partenariat. Le regroupement des fonctions liées au commerce et au développement au sein du gouvernement néerlandais, ayant abouti à la création du ministère du Commerce et du Développement, en est l'illustration. Selon Monsieur Verschuren, cela signifie que l'on se détourne de l'aide traditionnelle pour accorder une aide plus progressive liée au commerce.

Présentant la perspective du secteur privé, **Joergen Ole Haslestad, Directeur Général de Yara International**, a présenté le travail de Yara sur le partage et le développement des connaissances, ainsi que son expérience personnelle en tant qu'agriculteur de la 15^e génération en Norvège.



Theo de Jager

Yara est une organisation active depuis 35 ans en Afrique dans le commerce des engrais. Depuis 2006, elle attribue le Prix Yara et a coopéré avec des piliers de l'Afrique tels que Kofi Annan dans le cadre de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique. Une des priorités de Yara est de soutenir les couloirs de croissance agricole, en partenariat avec des dirigeants tels que le président tanzanien, Monsieur Kikwete. Cela a abouti à l'initiative Grow Africa, alignée avec la Nouvelle alliance du G7 lancée par le président Obama il y a deux ans et représente aujourd'hui plus de 5 milliards de dollars en projets et initiatives.

Il a rappelé aux participants que 70 à 80 % des Africains sont des agriculteurs au sens large, et qu'il existe 60 % de terres inexploitées sur le continent. Si l'on y ajoute la croissance rapide du marché agricole et de la demande des consommateurs, cela aboutit à un potentiel considérable pour les agriculteurs et surtout pour les petits exploitants. Cependant, a tempéré M. Haslestad, les agriculteurs doivent également comprendre qu'ils doivent adopter une approche commerciale et quitter l'agriculture de subsistance.

Il a également affirmé que des chaînes de valeur parallèles font également partie de l'équation visant à faire de l'agriculture le moteur de l'économie africaine. Il s'agit entre autres de la logistique et des compétences commerciales, de la finance, des assurances,

des télécommunications, des infrastructures et de la recherche et développement. Ces domaines doivent évoluer de concert afin que l'augmentation de productivité obtenue par les agriculteurs soit absorbée à la fois par le secteur agricole et les autres secteurs économiques et productifs.

Monsieur Haslestad a rappelé la nécessité de mettre en place des partenariats et des collaborations afin que la croissance du secteur agricole ait l'impact le plus important possible sur la population rurale pauvre. Les entreprises jouent un rôle important dans la production agricole. L'alignement des efforts et l'optimisation des marchés par les partenaires internationaux (USAID, Grow Africa, le mouvement SUN, la Banque mondiale, le DFID, etc.) est une nécessité, tout comme l'est la mise en adéquation de l'innovation par le rassemblement des ressources afin de créer des synergies dans les activités des partenaires. Le cadre politique du PDDAA doit être soutenu, car il est développé et mené par les agriculteurs, les industries et le secteur privé africains. Les partenariats public-privé avec l'UE ont été négligés par le secteur privé, a regretté Monsieur Haslestad, et selon lui, la sensibilisation de l'UE n'a pas été remarquée. Il a réagi à la proposition de M. Ridolfi de créer des partenariats européens entre le secteur public et le secteur privé en affirmant qu'elle serait acceptée avec enthousiasme par le secteur privé.

Le point de vue des agriculteurs africains a été présenté par **Theo de Jager, Président, Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACAU)**. Dans sa présentation sur le thème « Relier les agriculteurs à l'agro-industrie pour la création d'emplois et d'entrepreneuriat », Monsieur de Jager a évoqué l'ambition des agriculteurs africains de faire des économies africaines la Chine ou le Japon du futur, et ce par le biais de l'agriculture.

Il a répertorié les ressources uniques dont l'Afrique dispose déjà, comme la terre, l'eau, le climat et les ressources humaines, mais a fait remarquer que le continent manquait de certains éléments clés caractéristiques d'une agriculture performante, comme les chaînes de valeur, l'expertise et les liens avec les marchés et la technologie, qui ont tous besoin d'investissements financiers.

Dans un environnement mondialisé qui a réduit les distances, les agriculteurs ne peuvent pas réaliser seuls les développements nécessaires pour être compétitifs. Au contraire, les partenariats sont essentiels à ce nouveau modèle de croissance. Monsieur de Jager a mentionné les partenariats avec des gouvernements, des organisations agricoles, des entreprises agroalimentaires dans d'autres parties de la chaîne de valeur et la communauté des bailleurs de fonds. En guise d'exemple concret illustrant le potentiel des partenariats visant



Frank van Ooijen

à moderniser l'agriculture en Afrique, Monsieur de Jager a cité l'engagement de la SACAU avec la Fondation Bill et Melinda Gates depuis 2003. Dans le cadre du Programme de formation exhaustive sur la gouvernance structurelle de la SACAU, les méthodes de gouvernance de la SACAU ont été améliorées par des formations sur l'exécution de diverses tâches de gouvernance (trésorerie, secrétariat, etc.) dans l'objectif de rendre la confédération plus attrayante pour les partenaires potentiels qui la verront comme une organisation fiable et responsable.

La SACAU a également renforcé ses capacités grâce au Fonds agricole basé à Maurice, qui aide les petits exploitants à accéder aux financements des banques commerciales. Le Fonds (qui rassemble plusieurs fonds plus petits dans la participation, les investissements, l'égalité des sexes, etc.) agit comme un refuge contre les risques. Il joue le rôle de sûreté contre le risque que les banques considèreraient comme un obstacle à l'octroi de prêts aux petits exploitants. Il brise également la dépendance des agriculteurs vis-à-vis des dons de la communauté des bailleurs de fonds. Selon Monsieur de Jager, les agriculteurs africains ont besoin de *financements* pour fonctionner comme des entreprises et le rôle des bailleurs de fonds devrait être de les couvrir.

Monsieur de Jager a mis en exergue la compétitivité au niveau mondial

comme moteur de la croissance et de création de richesses pour les agriculteurs d'Afrique. Il faudrait en priorité aider les agriculteurs à sortir du piège de la pauvreté au lieu de romancer la vie des petits exploitants. La mécanisation est un facteur clé de compétitivité pour les agriculteurs et la SACAU reçoit le soutien du gouvernement allemand dans ce domaine. Elle constitue le seul moyen de cultiver les terres peu développées et sous-exploitées en Afrique. Collectivement, les agriculteurs ont les moyens d'acquérir les intrants mécaniques nécessaires. En ce qui concerne la modernisation de l'agriculture en Afrique, Monsieur de Jager a souligné que, les agriculteurs partant d'un bas niveau, ils ont d'autant plus la possibilité de moderniser leurs pratiques de *bonne manière* dès le départ, par exemple en privilégiant une agriculture intelligente face au climat.

Frank van Ooijen, Directeur de la durabilité, FrieslandCampina, a illustré les différentes mises en pratique de la théorie par le secteur privé en donnant l'exemple de chaînes de valeur de produits laitiers durables et efficaces pour une nutrition et une santé améliorées. Il a communiqué des informations sur FrieslandCampina et a rejoint le sentiment des intervenants précédents concernant le fait que les agriculteurs doivent être ambitieux et orientés vers le commerce. Il a rappelé que les premiers agriculteurs de Belgique, des Pays-

Bas et d'Allemagne qui ont aidé à la fondation de FrieslandCampina n'auraient jamais pu imaginer que cette activité vaudrait près de 12 millions d'euros en 2014.

Depuis 1954, FrieslandCampina est basé au Nigéria et exporte désormais dans 25 pays d'Afrique. L'organisation souhaite également investir dans d'autres régions du continent en utilisant des modèles d'affaires inclusifs. Cette technique, qui s'appuie sur l'expérience du sud-est de l'Asie, consiste à collaborer avec les agriculteurs, les organisations agricoles, les ONG et les universitaires, afin de partager leurs connaissances dans le but de renforcer les ressources et les capacités des agriculteurs (par exemple, les techniques agricoles, les questions liées à l'alimentation, à l'élevage des animaux, etc.). Un autre d'exemple d'implication directe de FrieslandCampina dans le soutien de la croissance des agriculteurs laitiers est le Programme de développement laitier au Vietnam, qui est en cours depuis 1996 et produit environ 20 % de la production laitière locale pour FrieslandCampina.

Monsieur van Ooijen a souligné les opportunités pour l'industrie laitière de résoudre les problèmes de nutrition, comme indiqué dans le rapport Milk and Dairy and Human Nutrition de l'ONUAA, par la collaboration, le travail sur un programme commun et le soutien du développement rural en Afrique.



Daniel Gad

La dernière présentation a été effectuée par **Daniel Gad, Directeur exécutif, Omega Farms & Coopérative Horticole, Éthiopie.**

Monsieur Gad a abordé le rôle du secteur privé africain dans le développement de l'agribusiness, et a commencé par affirmer son soutien aux arguments avancés par les intervenants précédents. Le sujet principal abordé par Monsieur Gad a été le statut temporaire et unique de 2014, à la fois en tant qu'Année de l'agriculture et Année de la petite agriculture, ainsi que les perspectives que cela entraîne pour l'Afrique, un continent qui n'a pas encore atteint pleinement son potentiel. Il a cité l'exemple des réussites en Éthiopie, sous la forme d'une étude de cas sur les moyens de concrétiser l'opportunité de faire de l'agriculture le moteur du développement économique. La révolution agraire en Éthiopie a été présentée au travers de l'expérience des producteurs de café du pays, qui ont fait entrer leur industrie dans le XXI^e siècle par le biais de bourses de matières premières stabilisant les prix et permettant une augmentation de la production tout en garantissant un prix et un profit solides aux agriculteurs. L'approche commerciale devrait être au centre de l'agriculture en Afrique, quel que soit le type de culture, et Monsieur Gad a souligné l'ironie du fait que de nombreux aliments courants en Europe, comme le tahini, le houmous, sont toujours produits dans des conditions non durables et obsolètes dans les pays en développement. En réalité,

Monsieur Gad a souligné l'inégalité et le déséquilibre qui existent entre les agriculteurs éthiopiens et les acheteurs européens en ce qui concerne le modèle de production et de consommation de matières premières, comme les pois chiches. Les producteurs de pois chiches éthiopiens, soit plus de 350 000 ménages, ne profitent pas autant qu'ils le pourraient des 450 millions d'euros atteints par le marché du houmous en Europe.

Il est impératif de combler le vide existant entre le statu quo et le développement de modèles améliorés et plus rentables pour les agriculteurs, afin de répondre de façon sûre et durable à la demande alimentaire mondiale. Pour ce faire, il faut prendre des initiatives politiques, et Monsieur Gad a fait remarquer que l'ancien Premier ministre de l'Éthiopie, Meles Zenawi, avait amené le gouvernement à transformer l'agriculture par l'intermédiaire de l'Agence de transformation de l'agriculture. Cette institution, rassemblant des visionnaires, des universitaires et d'autres membres de premier plan, a aidé le ministère de l'Agriculture à réaliser l'ambition des agriculteurs éthiopiens et à améliorer l'agriculture du pays.

La production alimentaire n'est aucunement une nouveauté en Afrique, a poursuivi Monsieur Gad, même si rétrospectivement, la qualité de la production a été mauvaise. Par ailleurs, alors que le secteur privé est bien développé

sur le continent, avec des centaines de millions d'hommes et de femmes impliqués dans la culture de denrées alimentaires, les installations sont insuffisantes, notamment en termes de financement et de technologie. Ces défis s'étendent également au manque d'intérêt des jeunes pour l'agriculture. Nombre d'entre eux pensent qu'ils seront mieux lotis en travaillant dans des cafés en Europe qu'en étant caféiculteurs en Afrique.

Le profit est une partie essentielle de l'équation pour les agriculteurs. Monsieur Gad a remercié les gouvernements néerlandais et allemand pour leur aide aux agriculteurs africains visant à combler le vide existant entre l'exploitation agricole et les marchés. Il a également invité l'UE à s'impliquer davantage avec le secteur privé en Afrique pour, en priorité, réduire les risques plutôt que d'agir seulement comme un bailleur de fonds.

Concluant son analyse de la situation en Éthiopie, Monsieur Gad a explicitement admis que la révolution agricole comprenait aussi des défis qui se présenteront quand elle aura atteint sa maturité, à savoir les modalités de poursuite du développement une fois que les « rendements immédiats » seront épuisés. Cela concerne principalement la nécessité de renforcer de façon agressive la production et la qualité à des niveaux répondant aux exigences des consommateurs du monde entier. Monsieur Gad a ainsi invité

Réaliser le potentiel de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique | POINTS FORTS

les participants à étudier quel rôle ils veulent jouer dans leur secteur respectif, qu'il s'agisse de la recherche, de l'éducation ou de la technologie, afin de rendre l'agriculture africaine plus attrayante

et réactive aux besoins du XXI^e siècle et à résoudre la question de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

La session du panel a été suivie par une brève célébration du

30^e anniversaire du CTA avec le lancement du livre « Le CTA en action : Transformer des vies grâce à l'agriculture et au développement rural ».

Plus d'informations sur Internet :

- Briefings de Bruxelles : <http://brusselsbriefings.net>
- Recueil : <http://tinyurl.com/m8tjwyr>
- Rapport préparé par : Isolina Boto, Manager du Bureau du CTA à Bruxelles et Lebo Mofolo, Assistant de Recherche.